L’Incorruptible
Bulletin trimestriel des « Amis de Robespierre »
Juillet 2007 n° 60

« Ainsi vit-on de tout temps ceux qui nous gouvernent attentifs à s’emparer de tous les moyens de maîtriser l’opinion » (ROBESPIERRE)

Edito

VINGT ANS et SOIXANTIEME NUMERO

Il y a vingt de cela, alors que s’ébauchaient ici et là, et notamment à Arras, les programmes de célébration officielle du bicentenaire de la Révolution, la consigne commençait à prévaloir que surtout on ne parlerait pas de Robespierre pour éviter les polémiques.

L’illustre révolutionnaire absent dans l’Artois qui l’avait vu naître, était-ce pensable ?
C’est par réaction à cette opinion incongrue que le 20 février 1987 fut lancée par voie de presse l’idée de créer notre Association. Une vingtaine de personnes répondit à l’appel, et le 25 février suivant, « Les Amis de Robespierre pour le bicentenaire de la Révolution », se regroupaient sous la présidence de maître Bleitrich, avocat.

L’Association se développa rapidement, et bien que se voulant départementale, elle gagna bien d’autres départements, surtout après que la Société des Études Robespierristes l’ait fait connaître et qu’elle vint tenir à Arras un séminaire qui connut un grand succès. Les initiatives (expositions, conférences, films manifestations …) de l’ARBR se multiplièrent, et il fallut créer des Comités locaux où se répartissaient les membres toujours plus nombreux. La nécessité d’un bulletin créant des liens entre tant d’amis dispersés, jusque dans les cinq continents, se fit assez vite sentir.

Ce numéro de l’Incorruptible est donc le soixantième. Le plus surprenant dans cette longévité est que jamais, les fondateurs de l’association ne l’avaient envisagée puisqu’ils inscrivaient leur démarche dans le seul cadre du bicentenaire, d’où le sigle choisi : ARBR. Mais l’idée de poursuivre le débat d’idées engagé alors que le bicentenaire de la Révolution s’achevait, s’est imposé d’elle-même, en cours de route, à tout le monde dans l’association.

L’historien américain Steven L. Kaplan, dans son gros ouvrage ADIEU 89 avait pressenti cette prolongation, lui qui écrivait : « Etant donné la motivation du noyau organisateur, la précision de son objectif et l’enracinement local de l’entreprise, l’ARBR a bien plus de chance de survivre que beaucoup d’autres organisations ».

A dire vrai, s’érigeant au départ plutôt en « Comité de défense » de la mémoire de Robespierre, ses amis se sont voulu progressivement plus offensifs et décidés à montrer combien les principaux combats de Robespierre, tel celui pour l’EGALITE, et la justice sociale (« sans laquelle la liberté n’est qu’un vain mot ») n’ont rien perdu de leur intérêt.

Sensibles à la formule de Michel VOVELLE, selon laquelle la Révolution reste un objet chaud, ils ne sont donc pas près de laisser retomber la pâte.

C.L.

SAMEDI 28 JUILLET 2007
(10 Thermidor)
à 17 h.

HOMMAGE à ROBESPIERRE
Exécuté sans jugement le 10 Thermidor an II

Au 398 rue St Honoré à PARIS
CHARLOTTE ROBESPIERRE

L'année 2008 verra la célébration du 250ème anniversaire de la naissance de Maximilien Robespierre le 6 mai 1758 à Arras en la paroisse de La Madeleine.
En 1958 le bicentenaire de cette naissance avait été célébré par une exposition aux Archives nationales à Paris. Elle avait été organisée par Charles BRAIBANT, directeur honoraire des Archives départementales du Pas-de-Calais.

La ville d'Arras avait alors prêté le portrait de CHARLOTTE ROBESPIERRE, ainsi que l'acte de baptême de Maximilien.
Le portrait de Charlotte Robespierre se trouvait dans la collection BARBIER, acquise par le département du Pas-de-Calais en 1908. Ce portrait fut exposé jusqu'au début de la Grande Guerre, en 1914, dans les salons de la préfecture du Pas-de-Calais. C'est M. BENSNIER qui le mit en dépôt au musée des beaux-Arts d'Arras.
Il y fut exposé jusqu'en 1963, date du départ de M. HOLLART qui était conservateur du musée depuis 1935. De « pieuses mains » lui firent gagner les réserves, où il sommeille depuis, telle la Belle au Bois dormant.
La générosité des « Amis du Musée » lui a adjoint en 2001 un portrait de son frère Maximilien, placé lui aussi loin des regards.
D'où Victor BARBIER tenait-il ce portrait de Charlotte ? Il l'avait acheté à Gustave MOREL qui habitait faubourg Ronville à Arras. La piste s'arrête là.
Il a été tour à tour attribué à Jacques-Louis DAVID, au Baron GERARD, à ISABEY.
C'est Mme BASILY-CALLIMARKI qui l'attribue à ce dernier dans son ouvrage sur ISABEY paru en 1909.
Il n'a pas été repris dans le catalogue de l'exposition ISABEY qui fut organisée à la MALMAISON en 2005.

Où a-t-il été peint ?
A Arras ? À Paris ?
L'auteur de ce tableau n'est-il pas plutôt, WATTEAU (de Lille) ? TURLURE (peintre arrageois) ?
Hilaire LEDRU (né à OPPY en Artois en 1760) ? BOILLY (qui a séjourné à Arras de 1779 à 1785) ?
Dominique DONCRE (autre peintre arrageois) ?
Il en a été fait deux lithographies : l'une représente Charlotte tournée vers la gauche, l'autre, tournée vers la droite.

M. DUMEUSE (Arras)


VINGT-CINQ PORTRAITS DE ROBESPIERRE

Une plaque représentant 25 reproductions de portraits (peints, gravés ou sculptés) de l'Incorruptible est en préparation. Certains ont été réalisés du vivant de Robespierre, d'autres par la suite. Une partie de la documentation qui accompagne chaque œuvre est empruntée à l'étude iconographique et historique (LES PORTRAITS DE ROBESPRIERRE) qu'Hippolyte BUFFENOIR publia en 1910 et qui comportait 76 planches. Cette réalisation de l'ARBR bénéficiera de la précieuse et érudite collaboration de M. DUMEUSE.
L'AFFAIRE DU "PARALLELE"

Elu député au Conseil des Cinq-Cents à vingt-deux ans, LUCIEN BONAPARTE, ex-Brutus Buonaparte du club des Jacobins d'Ajaccio, profite du discrédit de plus en plus évident du Directoire pour prendre suffisamment d'influence au sein de l'assemblée et, grâce à ses talents de tribun, pour s'en faire nommer président.

Il joue un rôle essentiel dans la réussite du coup d'État du 18 Brumaire par son intervention le 19 à la tribune, puis devant les soldats lorsque, pointant une épée sur la poitrine du général Bonaparte, il déclare avec emphase : "Je jure de percer le sein de mon propre frère si jamais il porte atteinte à la liberté des Français". Fin politique et orateur éloquent, LUCIEN exhorte l'Assemblée et réussit à faire voter le soir même la Constitution provisoire du nouveau gouvernement. En sa qualité de président, et pour valoriser sa propre action, il ouvre la séance et, la nuit même, reçoit des trois Consuls, Bonaparte, Sèyès et Roger-Ducos le serment de "fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la République française une et indivisible, à l'égalité, à la liberté et au système représentatif." Le rôle qu'il vient de jouer ayant conforté en lui la certitude qu'il a de sa propre valeur, LUCIEN estime être en droit d'exercer le pouvoir civil, tandis que son frère prendrait en main le pouvoir militaire.

Ce dernier ne voit pas les choses de cette manière. Promu Premier consul, il nomme LUCIEN ministre de l'Intérieur, le 25 décembre 1799. Mais ce poste éminente du nouveau gouvernement que lui confie son frère ne comble pas totalement l'ambition de LUCIEN qui demeure cependant un ferme soutien au succès politique de Bonaparte. Comme celles des autres ministres, ses décisions doivent suivre les orientations décidées au Conseil d'État, lequel est placé sous l'autorité du Premier consul. Ce dernier, pour conforter son pouvoir, fait organiser une vaste consultation populaire qui doit approuver la nouvelle Constitution. LUCIEN "arrange" quelque peu les chiffres du plébiscite. Les résultats officiels qu'il présente le 17 février 1800, qui font état de 3 millions de "oui", ont tout simplement été doublés...

Au printemps, le Premier consul rejoint l'armée qui se bat en Italie. A Paris se pose alors le problème de l'héritage du pouvoir pour le cas où il serait tué. A Bonaparte qui l'interroge sur ce point après la bataille de Marengo, Cambacérès répond : "Faurais fait proclamer Joseph." Quant à LUCIEN il pense bien sûr être le mieux placé pour remplacer le Premier consul si celui-ci venait à disparaître.

Afin de diffuser dans l'opinion l'idée de conférer officiellement au Premier consul le droit de désigner son successeur au mieux, d'instituer une dignité héréditaire, LUCIEN fait paraître le 1er novembre un opuscule anonyme imprimé au ministère de l'Intérieur: "Parallèle entre César, Cromwell, Monck et Bonaparte". Ce petit texte fort bien rédigé par Fontaine après les directives de LUCIEN, qui n'impose rien mais qui suggère tout, arrive cependant un peu tôt dans l'opinion et soulève une protestation unanime, toutes tendances politiques confondues. Fouché, ministre de la Police, qui s'est souvent heurté à LUCIEN au point de s'en faire un ennemi personnel, tient la le moyen de l'écart du pouvoir. Il réussit à convaincre le Premier consul de la nécessité de se désolidariser de son frère en cette affaire. A la suite d'une scène d'une violence inouïe où Fouché et LUCIEN s'insultent violemment en présence de Bonaparte, celui-ci désavoue son frère, lequel exécute, démissionne et quitte les Tuileries. Officiellement, il est révoqué. Quelques jours plus tard, il prend la direction de Madrid en qualité d'ambassadeur. Au mois de juin 1801, sans en référer à Talleyrand, ministre des Relations extérieures, il signe un traité qui ne répond pas aux attentes du gouvernement et que le Premier consul lui ordonne de renégocier. Humilié, il quitte Madrid sans en avoir reçu l'autorisation.

En mai 1802, Bonaparte fait revenir LUCIEN au Tribunat, l'assemblée la plus résistante aux projets que le Premier consul veut faire passer.

Grâce à son habileté oratoire et tacticienne, LUCIEN parvient à faire adopter les textes relatifs au Concordat et à la création de la Légion d'honneur. Il sera, au sein de cette dernière, l'un des sept membres du grand conseil d'administration. En septembre 1803, Napoléon le nomme titulaire à vie de la sénatorie de Trévès, sorte de super-prefecture assurée d'un palais de fonction et d'une dotation importante où LUCIEN est censé soutenir la politique de son frère. Mais quoi qu'il cumule titres, places et fonctions, LUCIEN critique bien souvent la politique du Premier consul et accuse chez lui des opposants au régime. Il complète même un peu contre son frère, songeant à un nouveau 18-Brumaire dont il serait, cette fois le bénéficiaire. Le mariage que LUCIEN, veuf depuis 1800, a contracté en 1803 avec Alexandrine Jacob de Bleschamp contre l'avis de Napoléon, qui songeait à lui faire épouser la reine d'Etrurie, est prétendu à un conflit qui aboutit à la rupture entre les deux frères. LUCIEN s'exile à Rome en 1804.

Dr Michel CSANYI (Lens)

Un Napoléon de retour à Fontainebleau
Charles Napoléon s'est présenté aux législatives, dans la 2ème circonscription de la Seine et Marne. Âgé de 56 ans, il est l'aîné de la seule branche survivante de la famille impériale, issu en direct de Jérôme Bonaparte, frère de l'empereur.

Principale ville de la circonscription, Fontainebleau fut l'une des résidences de l'empereur Napoléon Bonaparte. Il y passa quelques sombres jours après son abdication le 6 Avril 1814 et avant son départ pour l'Ile d'Elbe. Il tenta de s'y suicider.
A la suite de Jaurès
Hommage rendu à Robespierre en 1914 par Gustave Rouanet

Nous avons déjà signalé l'inauguration d'un monument à Robespierre fin 1913 à Saint-Ouen (voir le N° 56 de l'Incorruptible). A cette occasion, Gustave Rouanet, député socialiste, ami de Jaurès et membre du Conseil d'Administration de l'Humanité à sa création en 1904, écrit un article dans la revue Floréal où il rend un bel hommage à Robespierre. Il veut participer à la réhabilitation de celui qui est, déclare-t-il, "depuis un demi-siècle, le damné de l'histoire". Il nous a semblé intéressant de citer quelques passages de cet article.

"Jeudi, 25 décembre, la municipalité de Saint-Ouen a inauguré un monument à Robespierre, élevé par les soins d'un Comité, comprenant nombre d'érudits et de professionnels de l'histoire de la Révolution (Mathiez, Fleischmann, Charles Vellay), auxquels se trouvent mêlés des hommes qui, comme moi, n'ont d'autre titre à participer à cette œuvre que le fait d'avoir été initiés au culte de la Révolution par une génération de républicains et de socialistes qui ne se seraient jamais la Révolution de Robespierre." Rouanet critique l'image caricaturale qu'en donne l'enseignement officiel de la 3ème République. Il attaque Michelet, "le grand conteur de Robespierre" et Aulard, le chef de file de l'école historique officielle, responsables, parmi d'autres, de la légende antirobespirierriste.

"Pourtant, dit-il, à certains indices, il semble que l'iniquité touche à sa fin, que l'héere de la vérité et du triomphe de la justice soient proches, et que ceux qui n'ont pas douté du jugement final de la postérité sur Robespierre soient à la veille de voir se déchirer la trame des calomnies qui enveloppent encore la mémoire de cette noble victime."

Son ami, le grand Jaurès, avait ouvert la voie. Rouanet écrit : "Vers 1900, Jaurès entreprit la publication d'une Histoire de la Révolution. Comme j'ai une haute idée de sa clairvoyance politique et de son sens critique, je me suis permis de lui prédire qu'il deviendrait robsprierriste. Il le devient, en effet, à son corps défendant, car il avait abordé l'étude des faits et des hommes avec les préventions d'esprit universitaires existantes. A peine ce grand esprit fut-il entré dans le détail des événements, qu'il fut saisi tout de suite par le génie politique de Robespierre. Et il rendit hommage à la grandeur de sa pensée, à la noblesse de sa vie, à son amour ardent des opprimés et des malheureux, dont Saint-Just disait qu'"ils sont les puissances de la terre qui peuvent parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent."

Il poursuit en citant de nouveaux historiens comme Albert Mathiez qui ont levé l'échailier de la révision pour affirmer la vérité historique. Avec une bravoure, un entrain, surtout une accumulation de preuves et de faits nouveaux innombrables, ils ont assailli la sentence assassinée de Thermidor, démasqué les bourreaux, démontré l'indignité des juges, la noblesse des victimes.

Il cite enfin Babeuf qui déclarait en 1796 : "Nous ne faisons que succéder à de premiers généreux défenseurs du peuple (Robespierre, Saint-Just) qui, avant nous, avaient marqué le même but de justice et de bonheur auquel le peuple doit atteindre."

Nous sommes très loin de la caricature de Robespierre propagée par les thermidoriens. Le combat de Rouanet contre les accusations mensongères et "les calomnies inventées par ceux qui le tuèrent sans autre forme de procès" est toujours d'actualité. La réhabilitation de Robespierre est en cours. Nous y participons à l'ARBR en tenant de faire mieux connaître le combat pour la justice et la démocratie de celui qui fut le grand homme de la Révolution.

Jean-Claude Martinage (Hainsnes)

Gustave ROUANET : un authentique robsprierriste
Gustave Rouanet (1855-1927) fut député socialiste de Paris de 1893 à 1914. Ami et compagnon de Jaurès au PSF puis à la SFIO, il fut un des 3 membres du conseil d'administration de « l'Humanité » en 1904. Il participa à la fondation de la Société des Études Robespierriennes et en fut longtemps le vice-président. De 1916 à 1919, il publia, dans les Annales Révolutionnaires, 10 articles sur les débuts de Robespierre à la Constituante. Le 14 Octobre 1923, au nom de la Société des Études Robespierriennes, il prononça un discours à Arras devant la maison de Robespierre lors de la pose d'une plaque commémorative. Il y rappela que Jaurès se déploya peu à peu de ses préjugés à l'égard de Robespierre au fur et à mesure qu'il prenait connaissance des documents que lui, Rouanet, lui soumettait.

Mathiez, qui l'appréciait, reconnaissait que Rouanet avait été un des premiers à remettre en honneur "le précurseur authentique de la démocratie sociale", Robespierre.
BREVES I

Vient de paraître

1789 : L’ESPRIT DE LA REVOLUTION de Michel VOVELLE
L’ouvrage est consacré à la fois aux legs politiques, institutionnels et culturels de la période révolutionnaire et à la mémoire de l’événement dans la société française et dans monde jusqu’à aujourd’hui. Michel Vovelle parle de « dette à l’égard des ce « système de valeurs » que nous a légués la Révolution, sans négliger pour autant les points noirs de cet héritage (qu’on pense aux violences de la Terreur ou à la fracture religieuse). Contestant la formule lapidaire de François Furet prétendant que « La Révolution est terminée », l’auteur démontre l’influence toujours présente des comportements façonnés dans l’expérience révolutionnaire.
(Editions Privat. 176 pages. 19 €)

ROBESPIERRE LE TERRORISTE
C’est le titre qu’a donné la Revue « COMMUNE » (publiée par les éditions « le Temps des cerises ») à son numéro 45 d’avril (floréal an 215)
Une photo du superbe pastel de Robespierre par Roger Somville orne la couverture. Au sommaire de la première partie une bonne douzaine d’articles consacrés à l’incorruptible et signés de C. Mazauric, R. Bordier, G. Labica, A. Casanova etc.
(Le prix du numéro : 10 €. On peut le commander à : La revue Commune, Le temps des cerises, 6 av. Edouard Vaillant 93500 PANTIN)

Un bâtiment ROBESPIERRE à l’Université de Rouen
Le conseil de gestion de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l’Université de Rouen (dont le doyen est Mme Christine Le Bozec) a voté pour que le bâtiment récemment créé porte le nom de « Maximilien de Robespierre »

6 MAI 2007 A PARIS
Pour marquer le 249ème anniversaire de la naissance de Robespierre, nos amis du Comité Francilien de l’ARBR ont déposé quelques fleurs en différents lieux de la capitale afin de montrer aux promeneurs que le souvenir du grand révolutionnaire est toujours présent dans les mémoires. Ils ont fait ce geste aux stations de métro « Hôtel de ville » et « Robespierre », à la « Conciergerie » et au pied du monument consacré à la Convention au « Panthéon ». Ce furent autant d’occasions de discussions engagées avec les passants.

Une interdiction injustifiée
Comme il est de tradition depuis 1936, lors de manifestations en souvenir de Robespierre à Paris, les associations déposent une gerbe de fleurs à la Conciergerie, au buste de Robespierre, là où il a passé ses dernières heures. Ce geste a été renouvelé le 6 mai dernier, l’administratrice des lieux a fait retirer le bouquet affirmant que c’était désormais interdit... alors que les fleurs déposées au cachot de Marie-Antoinette sont tolérées. Indigné de cette injustice discrimination, le Comité francilien des Amis de Robespierre s’est adressé directement à la nouvelle ministre de la culture pour lui demander de bien vouloir ordonner qu’il soit permis, comme par le passé, d’honorer par ce geste l’un des plus importants personnages de notre histoire.

COURRIER DES LECTRICES ET LECTEURS
BREVES II

J.B. GRIONS, compositeur de St Omer, véritable auteur de la Marseillaise ?

Écrit à Strasbourg et rendu célèbre pour avoir été chanté par les volontaires marseillais, notre hymne national doit-il sa musique originale à un artiste ? Ce n'est pas impossible.

On connaît l'histoire de ce « Chant de guerre pour l'armée du Rhin » créé dans la fièvre en la nuit du 25 avril 1792 par le capitaine du génie ROUGET DE LISLE. Pour ce qui est des paroles, pas de doute, mais pour la musique, il en existe un.

On dit en effet, qu'à l'écoute, la similitude est frappante entre la musique de la Marseillaise et celle d'un oratorio intitulé « Esther » et créé à St Omer en 1775 par le maître de chapelle JEAN BAPTISTE GRIONS. Le militaire ROUGET de LISLE ayant été, parait-il, un moment en garnison à ST OMER, il a pu entendre cet oratorio, et il n'est donc pas impossible que, consciemment ou non, cette musique l'ait inspiré pour accompagner les mélodies paroles du fameux chant. Certains en veulent pour preuve que jamais Rouget de Lisle n'a retrouvé par la suite la même généreuse inspiration que cette nuit-là…

On sait peu de choses de Jean-Baptiste GRIONS sinon que, né à Lens en 1746, il meurt en 1815. Il a donc pu, en entendant chanter la Marseillaise, reconnaitre ou non sa partition.

On connaît beaucoup mieux le capitaine musicien, né à Lens le Saunier en 1760 et mort à Choisy le Roi en 1836. Rouget de Lisle ne s'avaiera pas un farouche révolutionnaire. Il s'associera après thermidor à des manifestations aristocratiques et contre-révolutionnaires et composera un hymne dithyrambique sur la « Conspiration de Robespierre ».

Un film sur TOUSAIN LOUVERTURE

Le combat de celui qui, né esclave vers 1740 dans une plantation de St Domingue, devint maître de l'île à la tête des noirs révoltés avant d'être vaincu par une armée envoyée par Bonaparte et de mourir captif en France en 1803 au fort de Joux, va faire l'objet d'un film tourné par le réalisateur Danny Glover. On dit que le Président vénézuélien Hugo CHAVEZ serait prêt à lui accorder une subvention de 13 millions d'e.

On s'intéresse à Robespierre au CANADA

Des étudiantes en histoire de Sainte-Martine, au Québec, nous ont alertés par méf, s'inquiétant de savoir si le 250ème anniversaire de la naissance de Robespierre serait célébré comme il se doit en France. Elles ajoutent :

« Nous craignons en effet que cet événement soit passé sous silence et que l'indifférence des 250 ans de Robespierre soit pire que toutes les attaques qui font encore et toujours rage contre lui ».

Robespierre à BRUXELLES en 2008

L'auteure Thierry DEBROUX, nous a confirmé que la pièce « ROBESPIERRE » qu'il a écrite pour l'anniversaire de la naissance de Robespierre, serait jouée au Théâtre Royal de la capitale belge du 21 février au 21 mars 2008.

Des contacts avaient pris avec la ville d'Arras pour une représentation de cette œuvre dans la ville natale du héros de la pièce, mais elles n'ont pas abouti. A défaut une lecture la pièce y est envisagée.

Notre association prévoit un déplacement par autocar à Bruxelles pour assister à l'une des représentations.
Les personnes susceptibles d'être intéressées peuvent d'ores et déjà nous le faire savoir.


Pour une EXPOSITION sur ROBESPIERRE, à Paris en 2008

Robespierre a vécu la plus grande partie de son activité politique dans le quartier que couvre aujourd'hui le 1er arrondissement de Paris. Le Comité francilien des Amis de Robespierre a donc proposé à M. Legaret, maire de cet arrondissement, de présenter l'exposition « Robespierre, la Révolution au cœur » créée en 1989 et exposée alors à la Conciergerie. Conçue à des fins pédagogiques, elle serait prêtée gratuitement.

Merci d'y penser

Il arrive que des fidèles lecteurs de notre bulletin oublient de nous signaler leur changement d'adresse et nous perdons ainsi, sauf s'ils sont internautes, tout contact avec eux. Merci donc d'y penser si cela vous arrive, en cette période favorable aux « mutations »

Merci aussi aux négociants qui auraient oublié de renouveler leur cotisation 2007 de nous remettre la fiche verte.

Sachez que c'est surtout le souci que nous avons d'être le plus nombreux possible pour défendre la cause de Robespierre et de la Révolution qui nous guide. Même modique, votre participation nous est précieuse.
LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROBESPIERRISTES BIEN'TÔT CENTENAIRE

Il est bien naturel que «Les Amis de Robespierre» se sentent concernés par le centenaire de la S.E.R., fondée en 1908 sous l’impulsion de l’historien ALBERT MATHIEZ et qui s’est fixé pour but «de rechercher et de publier tous les documents ou travaux relatifs à l’histoire de Robespierre, de la Révolution et de l’Empire».

La ville d’ARRAS elle-même, s’est trouvée être, elle aussi, de longue date associée aux activités de cette société, qui eut, aussitôt créée, le projet d’ériger une statue de Robespierre dans sa ville natale.

La municipalité d’Arras, M. LEMELLE, étant maire, et la Société des Études Robespierristes eurent l’occasion de collaborer quand la décision fut prise de mettre en valeur la maison où Robespierre avait habité de 1787 à son départ pour les États Généraux en avril 1789. Ce qui fut fait le 14 octobre 1923, par l’apposition d’une plaque lors d’une importante cérémonie en même temps que la rue des rapporteurs devenait rue ROBESPIERE. Albert MATHIEZ déclara alors: «Le 14 octobre marquera une date importante dans l’histoire de notre œuvre».

Cette importance n’est pas exagérée si l’on se réfère à ce que le professeur Jacob, l’un des dirigeants d’alors de la S.E.R., déclara: «Combien de démarches ont dû être faites pour dissiper la légende odieuse et mensongère dont les Thénardiers, aidés par les éternels ennemis du progrès social, étaient parvenus à obscurcir la radieuse figure de ces nobles amis du peuple et de Robespierre en particulier, qui périront sans être jugés.»

Ce 14 octobre 1923 fut, dit-on, pour Mathiez un véritable triomphe. Les Artésiens au naturel froid furent rapidement conquis… Ce fut un véritable défi que, se tournant vers le théâtre éventré, le beffroi décapité de son fier lion et l’hôtel de ville complètement rasé, Mathiez lança: «A ceux dont les haines ne désarment pas, à ceux qui n’ont rien oublié et qui ne veulent rien apprendre, je ne dirai qu’un seul mot: aussi longtemps que Robespierre fut au gouvernement, la belle cité d’Arras fut à l’abri de l’avahisseur.»

Lancée en 1908, la souscription nationale pour le monument fut interrompue par la première guerre mondiale. Ce qui explique que l’érection du BUSTE ROBESPIERE ne se fit que le 15 octobre 1933, M. DELANSORNE étant maire. Malheureusement, Albert Mathiez qui avait tant œuvré pour cet événement décéda l’année précédente.

Parmi les tout premiers souscripteurs pour le monument de Robespierre on relève les noms d’éminentes personnalités comme René Viviani, ministre du Travail, F. Cusadesus, compositeur, Maurice Faure et Gustave Rouxnet, députés ainsi que de nombreux autres parlementaires, des écrivains et des comédiens en renom. Le sculpteur Marqueste, d’abord choisi pour créer le monument, c’est finalement CLADEL qui le réalisa.

La S.E.R. est aussi à l’origine de la création il y a un siècle d’une revue internationalement renommée, les AHRF, Annales Historiques de la Révolution Française, (initialement "Annales Révolutionnaires") toujours à la pointe de la recherche historique. MATHIEZ disait vouloir notamment à travers cette publication «substituer aux pamphlets, une étude méthodique et raisonnée de celui qui fut des plus grands acteurs de la Révolution…Certes, nous n’avons jamais eu la pensée de combattre un anti-robospierrisme systématique par une robespierrisme systématique. Ce ne serait point un progrès, ce serait seulement un excès contraire; et tous les reproches de méthode que nous adressons aux protagonistes de Robespierre, on pourrait, avec autant de force, nous les adresser à nous-mêmes.»


Le Tome XI des œuvres de Robespierre par la SER paraîtra en 2008 sous la direction de Mme Florence GAUTHIER, historienne enseignant à Paris VII. Il comprendra bon nombre d’inédits récemment découverts aux Archives départementales du Pas de Calais, précisément dans la collection BARBIER.

Nous donnerons dans notre prochain numéro le détail des manifestations en préparation (notamment un important colloque à Paris) pour le centenaire de cette éminente Société qui coïncidera avec le 250ème anniversaire de la naissance à Arras de MAXIMILIEN ROBESPIERE.

C. LESCUEREUX
Février 1793 dans le Pas-de-Calais
Extraits du Cahier de Correspondance du Directoire du Département (suite)

De Calais le 9 février 1793 au 11 de la République
Voici la note de prises qui ont été faites et amenées dans notre port par les petits corsaires qui se sont mis en croisade aussi joli que des lettres de marques leur ont été délivrées :
La galiote hollandaise « Les cinq frères »
(capitaine Sybe Zuger Stein) du port des 200 tonneaux, avec 7 hommes d'équipage et 2 passagers venant de Cadix avec un chargement d'eau de vie et cuir, destiné pour Dunkerque et Ostende, prise par le corsaire « Larené » (capitaine S'ne Attazin) le 5 février.
Le brigantin anglais : « La perle » (capitaine William Cooper) du port de 120 tonneaux, avec 6 hommes d'équipage et 2 passagers allant de Plymouth à Londres, chargé de grains, ballots d'étoffe, cordages et diverses autres marchandises, pris par le corsaire « Le Saint-Pierre » (capitaine S'ne Claude Berardin).
La galiote hollandaise, « La dame Anne Marie »
(capitaine Derk Hendrick Malting) du port de 160 tonneaux et 5 hommes d'équipage et un enfant de 4 ans, allant d'Amsterdam à Nantes et chargé de bled, prise le 7 février par le corsaire « Légalité »

De Boulogne le 8 février
... Jusqu'à aujourd'hui notre port a armé 5 corsaires et celui de Wissant 1. Un de ces bâtiments est rentré au port après avoir essuyé une canonade d'une « caliche » qui escortait une flotte marchande. Il se prépare d'autres événements importants.

Du district de Boulogne le 8 février
Une seule commune, celle d'Étreville (40 feux) est en retard pour organiser la garde nationale, plus le canton d'Étaples.

De Paris le 10 février : Le ministre des contributions publiques aux administrateurs du département
(extraits). Les rentrées n'ont point été satisfaisantes ; à peine dans votre département a-t-on versé les ⅔ des contributions directes de 1791. Cette langueur n'est plus tolérable... La guerre que nous souffrons ne ressemble en rien à celles qui l'ont précédée... il s'agit d'un combat à mort entre la liberté et la tyrannie... signé : Clavière.

De Guînes
Réclamation du citoyen Adrien Ravaux, gendarme surmulinaire à Guînes, concernant la perte de son cheval. Il joint le certificat du marchand qui en atteste le prix.

De Bapaume le 13 février
Les administrateurs du district n'ont reçu que ces jour les pièces relatives à la déclaration de guerre au roi d'Angleterre et au Stathouder de Holande (sic) envoyées le 6. Tous ces retards sont dus au fait que le conducteur de la carriole transportant les paquets provenant du département n'est pas rétribué alors que l'est le postillon qui amène les dépêches chaque jour.

De Saint-Omer le 20 février
Demande des administrateurs du district pour autoriser les procureurs des communes à poursuivre les fermiers qui exploitent des biens nationaux provenant d'émigrés et qui se font prier pour acquitter leurs fermages sous prétexte que les émigrés n'ont laissé ni titres ni baux à ce sujet.

De Boulogne le 19 février
Le supérieur du petit séminaire qui est un collège encore existant et se proclame bon jacobin réclame son traitement qui lui est depuis un an. J'ai écrit au citoyen Robespierre aîné qui m'a répondu que je pouvais compter sur votre zèle et votre patriotisme... Je vous prie citoyens de ne pas tarder car je suis dans la misère.
Signé : Blouwel supérieur du petit séminaire et secrétaire des Amis de l'Egalité de Boulogne

- à suivre -
L’OPINION EST LA REINE DU MONDE

Dans cet article du n° 6 de son journal « Lettres à ses commissaires » Robespierre s’élève contre le rapport du ministre de l’Intérieur Roland.

Au vocabulaire près, certaines affirmations paraîtront, aux esprits mal tournés, assez actuelles.

L’opinion est la reine du monde ; comme toutes les reines, elle est convoitée et souvent trompée. Les despotes ont besoin de cette souveraine invisible, pour affirmer leur propre puissance ; et ils n’oublient rien pour faire sa conquête.

Le secret de la liberté est d’éclairer les hommes, comme celui de la tyrannie, est de les retenir dans l’ignorance. Un peuple qui connaîtrait ses droits et ses intérêts, qui pourrait se former une idée juste des opérations de ses délégués, serait toujours bien gouverné, parce qu’il ne pourrait jamais être trompé. Aussi vit-on de tout temps ceux qui gouvernement attentifs à s’emparer des papiers publics et de tous les moyens de maîtriser l’opinion. C’est pour cela que le mot gazette est devenu synonyme de celui de roman et que l’histoire elle-même est un roman. Le sort du peuple est à plaindre, quand il est endoctriné précisément par ceux qui ont intérêt de le tromper ; et que ses agents, devenus ses maîtres par le fait, se constituent encore ses précepteurs. C’est à peu près comme si un homme d’affaires était chargé d’apprendre l’arithmétique à celui qui veut vérifier ses comptes.

Le gouvernement ne se contente pas de prendre sur lui le soin d’instruire le peuple, il se réserve comme un privilège exclusif ... On peut mesurer par là combien le mensonge a d’avantage sur la vérité. Le mensonge voyage aux frais du gouvernement, il vole sur l’aïle des vents ; il parcourt, en un clin d’œil, l’étendue du plus vaste empire ; il est à la fois dans les cités et les campagnes, dans les palais, dans les chaumières ; il est bien logé, bien servi partout où le comble de caresses, de favours et d’assignats. La vérité au contraire marche à pieds et à pas lents ; elle se traîne péniblement et à ses frais, de ville en ville, de hameau en hameau ... L’hypocrisie modérée l’appelle exagérée, incendiaire ; la fausse sagesse la traite de téméraire et d’extravagante, la perfide tyrannie l’accuse de violer les lois et de bouleverser la société ...

Croyez-vous que ce soit pour l’amour d’elle que cette multitude d’écrivains se déclarent les apôtres de la liberté, et que toute leur ambition soit de sacrifier au bonheur de l’Humanité, leur repos, leur fortune et leur vie ? Croyez-vous qu’ils ne se trouvent pas toujours sous la banlieue du parti le plus fort ; que vous n’arrivez pas promptement au pouvoir à la fortune que le peuple à l’égalité. Croyez-vous que pour eux les principes ne soient pas le système de la faction qu’ils servent, s’ils ne pardonnent pas plus aisément à l’incivisme, qu’à l’inflexibilité républicaine. Voyez si l’unique objet de leur confédération n’est pas d’effacer insensiblement les principes de la raison et de justice, en calomniant ceux qui les préfèrent à toutes les combinaisons des politiques ambitieuses. Contentez-vous d’avoir obtenu d’abord l’influence sur l’opinion, en plaissant la cause de la révolution, ils ne songent qu’à en recueillir les fruits en se prostituant à l’ambition des dépositaires du pouvoir. Que serait ce si l’exerçaient eux-mêmes ? ... Si le simple habitant des campagnes, s’ignorant ou le crédule, voit tous les jours des libellistes qu’il est accoutumé à croire sur parole, si chaque jour des écarts périodiques qu’il entend avec impatience, il devrait avec avidité, lui apporter régulièrement le poison de la calomnie préparé avec un art nouveau, ne faut-il pas que les citoyens les plus dévoués au bonheur de leur pays, finissent par paraître des monstres odieux ? De quelle manière, dans quel lieu un seul homme se défendra-t-il contre cette lâche persécution ? Opprira-t-il des écrits véridiques à ceux qui diffusent ? Mais s’il a le caractère que je dépeins, il est pauvre. Comment pourrait-il lutter contre toutes les ressources de ses adversaires ?

Comment pourrait-il même franchir toutes les entraves qu’ils mettraient à la circulation de sa défense ? S’adressera-t-il aux tribunaux ?

Quand il pourrait descendre à ce genre de justification insuffisante et indigne de lui, est-il sûr de trouver là une protection assurée contre la faction dominante ?

Réclamera-t-il l’appui du ministre ? C’est lui qui le persécute.

Montera-t-il à la tribune du Sénat ? Mais si là même ses adversaires sont assez puissantes pour l’en échapper, ou si ce sont eux qui recueillent ses discours pour les dénoturer ?

Qu’est ce que la liberté dans un pays où de tels excès sont soufferts, si ce n’est le règne de la plus vile faction et la proscription des honnêtes gens ...

Une trentaine de fribons politiques ont dit : « Emparons nous de l’opinion publique et nous régnerons ». Ils sont accaparés tous les follickaires accrédités ...

Aussi nous avons le nom de la république et tous les maux du despotisme monarchique.
DROITE ET GAUCHE nées sous la Constituante

Les récentes consultations électorales ont réactivé le débat sur les notions de droite et de gauche. Elles sont apparues sous la Révolution, au sein de l'Assemblée nationale constituante dès les premières séances.

Selon M. Dorginy, dans le dictionnaire de la Révolution Française de Soboul, il n'y eut pas alors de véritables partis à proprement parler, mais bien des groupes politiques. Les partis les plus prononcés en faveur de la Révolution prirent l'habitude de siéger côte à côte, à la gauche du président : on parla alors du « côté gauche ». Les chefs de ce côté gauche étaient des bourgeois de province, hommes de loi le plus souvent (tels Barnave ou Le Chapelier), mais aussi des nobles ayant lutté contre l'absolutisme au sein des Parlements, soutenus par la noblesse libérale autour de La Fayette ou Talleyrand.

Le petit groupe des députés résolument démagogues, comme Robespierre, Pétion ou l'abbé Grégoire était isolé (certains diraient à « l'extrême gauche ») et leur audience était surtout grande à l'extérieur de l'Assemblée.

A droite siègèaient les tenants intransigeants de l'Ancien Régime qualifiés « d'aristocrates », puis de « noirs ». Leurs chefs étaient des nobles titrés comme le vicomte de Mirabeau ou de simples curés comme l'abbé Maury.

Entre les deux (au Centre ?) se constituait, après les journées d'octobre 1789, le groupe des « Monarchiens » qui avaient soutenu la Révolution, mais n'acceptaient pas ce qu'ils considéraient comme l'avilissement du roi.

Ces clivages à l'intérieur de la Constituante évoluèrent, dit M. Dorginy, au fil des mois et au rythme de la Révolution. Les Jacques contre le rachat des droits féodaux, par exemple, renforcèrent le camp de droite hostile à tout affaiblissement de l'exécutif. La poussée républicaine de l'été 1791 (quand La Fayette fit tirer sur la foule des pétitionnaires au Champ de Mars) fit basculer une forte majorité de députés, du club des « Jacobins » vers le club des « Feuillants », c'est à dire de la gauche vers la droite.

Sous la Législative, on situe volontiers à droite les 162 députés Feuillants, avantagés par le renforcement du cens électoral (les plus modestes étant privés du droit de vote). Ils bénéficiaient de l'appui des indécis et des modérés. Ils se firent les défenseurs des intérêts des colons et pratiquèrent une politique de collaboration avec la cour.

Nous ne nous hasarderons pas à vouloir dessiner en quelques lignes les clivages droite/gauche au sein de la Convention (où les Montagnards apparaissent progressivement bien plus à gauche que les Girondins, notamment sur la question paysanne et celle des colonies) puis tout au long des différents régimes du XIXe siècle.

Pour les dictionnaires, aujourd'hui, Larousse ou Petit Robert, la droite c'est le conservatisme et la gauche les idées avancées ou progressistes.

***********************************************************************************************

2008

Sera l'année du 250ème anniversaire de la naissance de Maximilien ROBESPIERRE

Ci-joint l'acte de baptême rempli par le curé de la paroisse de la Madeleine

Le six de May muls sept cent cinquante huit a été baptisé par moy soussigné maximilien marie isidore né le meme jour sur les deux heures du matin en legitime mariage de m² maximilien barthelemy françois derobespierre avocat au conseil d'argeois et de Dlle jacqueline margueritte carrut le parrain a été m² maximilien de Robespierre père grand du côte maternel et la marraine Dlle marie marquerritte cornu femme de jacques françois carrut mère grand du côté maternel

Lesquels ont signé

***********************************************************************************************

LES AMIS DE ROBESPIERRE (ARBR) Maison des Sociétés, 62000 ARRAS
Ph : Dr Georges SENTIS. Secr. : C.LESCUREUX Télé/ fax : 03 21 55 30 71
Email : robespierre-62@wanadoo.fr Site internet : www. amis-robespierre.org

L'Incorruptible IPNS 10 Juillet 2007